

ISLANDE

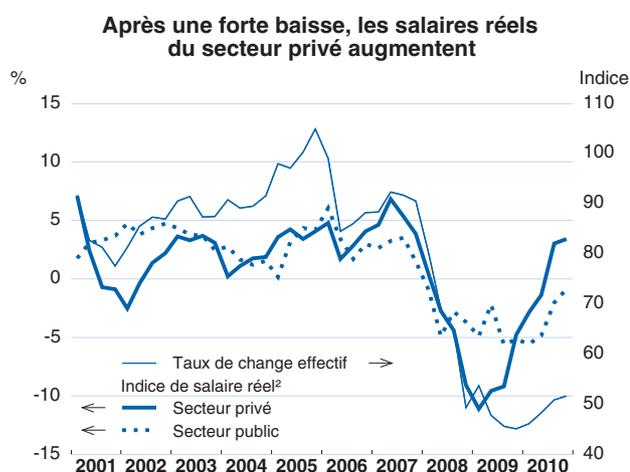
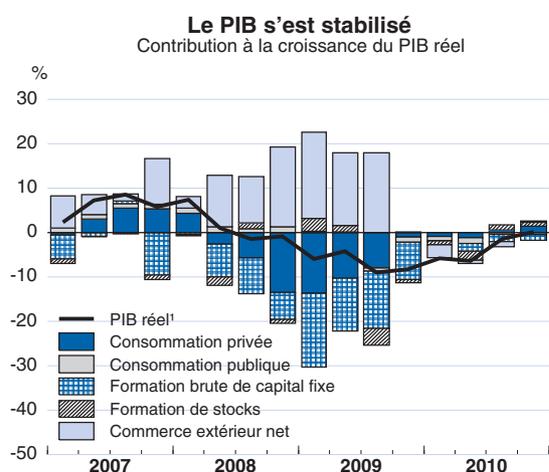
Après une période d'ajustement prononcé visant à mettre un terme aux déséquilibres et à restructurer le système bancaire, l'économie islandaise devrait amorcer une nouvelle phase d'expansion en 2011. La reprise devrait être tirée par des investissements privés dans de grands projets énergétiques et par un renforcement des dépenses de consommation privée. Des incertitudes considérables entourent les effets du rejet de l'accord Icesave sur la normalisation des relations financières internationales et sur l'attrait de l'Islande en tant que destination pour les investissements.

Les autorités doivent continuer à mettre en œuvre leur programme pluriannuel d'assainissement des finances publiques. Dans cette optique, l'adoption d'objectifs explicites de réduction de la dette et d'une nouvelle règle budgétaire renforcerait la visibilité des engagements budgétaires et contribuerait à rétablir la crédibilité. Il conviendrait d'adopter le cadre modifié de la politique monétaire, qui donne plus de poids à la stabilité du taux de change, et de mettre un terme au contrôle des mouvements de capitaux lorsque la situation le permettra.

La production s'est stabilisée

Par comparaison avec la même période de l'année précédente, l'économie islandaise a cessé de se contracter au dernier trimestre de 2010. La consommation privée a augmenté, grâce à la progression des revenus disponibles, à des mesures d'allègement de la dette intérieure et à l'autorisation d'opérer des prélèvements sur l'épargne accumulée dans le troisième pilier du système de retraite. L'investissement en logements a aussi progressé, l'amélioration des perspectives du secteur immobilier ayant favorisé la reprise de travaux sur des projets inachevés. En revanche, l'investissement des entreprises a continué de se contracter, quoique plus lentement, du fait de l'achèvement de grands projets énergétiques, du désendettement des entreprises et d'une sous-utilisation importante des capacités. L'emploi a continué de baisser au

Islande



1. En glissement annuel.

2. Déflaté par l'indice des prix à la consommation, en glissement annuel.

Source : Banque Centrale d'Islande.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932431863>

Islande : Demande, production et prix

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	Prix courants milliards de ISK	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
PIB aux prix du marché	1 308.5	1.4	-6.9	-3.5	2.2	2.9
Consommation privée	751.6	-7.9	-15.6	-0.2	2.9	2.7
Consommation publique	316.8	4.6	-1.7	-3.2	-4.0	-1.8
Formation brute de capital fixe	373.0	-19.7	-50.9	-8.1	14.7	12.4
Demande intérieure finale	1 441.5	-8.2	-20.7	-2.3	2.6	3.0
Variation des stocks ¹	6.6	-0.4	0.0	-0.2	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	1 448.1	-8.5	-20.7	-2.5	2.7	3.0
Exportations de biens et services	453.3	7.0	7.0	1.1	2.7	3.3
Importations de biens et services	592.9	-18.4	-24.0	3.9	3.8	3.5
Exportations nettes ¹	- 139.6	10.8	14.4	-1.2	-0.2	0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	11.8	8.3	6.7	1.9	2.8
Indice des prix à la consommation	—	12.7	12.0	5.4	2.7	2.6
Déflateur de la consommation privée	—	14.0	13.8	3.5	1.2	2.4
Taux de chômage	—	3.0	7.2	7.5	7.0	5.8
Solde de l'administration publique ²	—	-13.5	-10.0	-7.8	-2.7	-1.4
Balance des opérations courantes ²	—	-24.8	-10.7	-8.0	-6.2	-3.6

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes*, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 89.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932433117>

cours de la période de douze mois qui s'est achevée au premier trimestre de 2011, si bien que le taux de chômage a atteint 7.5 % (chiffre désaisonnalisé). Par comparaison avec la même période de l'année précédente, les salaires réels ont progressé de 3.5 % dans le secteur privé au dernier trimestre de 2010, compensant ainsi en partie les baisses enregistrées précédemment. Le taux d'inflation a atteint 2.8 % en glissement annuel en avril, sous l'effet d'une baisse du taux de change et de la hausse des prix des matières premières. Le solde sous-jacent des opérations courantes (hors revenus nets versés par les établissements de crédit dans le cadre de procédures de liquidation) reste légèrement excédentaire.

Les autorités ont engagé un programme ambitieux d'assainissement des finances publiques

Le déficit budgétaire des administrations publiques s'est contracté de l'équivalent de 2.2 % du PIB pour revenir à 7.8 % (6.5 % abstraction faite des garanties de prêt mises en jeu) en 2010. Un recul encore plus marqué est attendu pour 2011 et le budget devrait être équilibré en 2013. Les restrictions de dépenses représentent la moitié environ de l'assainissement prévu. Sur la base de ces prévisions, la dette brute des administrations publiques (y compris les engagements au titre des retraites de la fonction publique, qui représentent quelque 20 % du PIB) devrait culminer à 121 % du PIB en 2011, tandis que la dette publique nette culminerait à 44 % du PIB.

La politique monétaire a une orientation expansionniste et un contrôle est maintenu sur les mouvements de capitaux

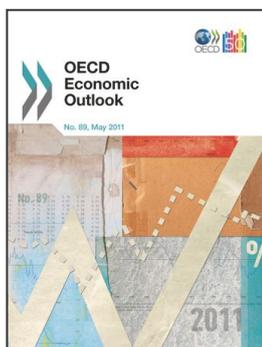
Pour le moment, la politique monétaire reste axée sur l'objectif du maintien de la stabilité de la monnaie et le taux directeur de la banque centrale se situait aux alentours de 4 % en avril, soit en dessous du taux neutre. Pour la période qui suivra l'achèvement du programme du FMI (en août 2011), la banque centrale est favorable à l'adoption d'un cadre révisé de ciblage de l'inflation donnant plus de poids à la stabilité du taux de change et à la coordination des politiques monétaire, macroprudentielle et budgétaire. Il est peu probable que le contrôle des mouvements de capitaux soit supprimé d'ici à 2012. Dans la perspective de la levée du contrôle des mouvements de capitaux, la banque centrale a récemment annoncé son intention de dissuader les non-résidents de convertir en devises leurs actifs libellés en couronnes (environ 30 % du PIB).

Le rejet de l'accord Icesave pourrait peser sur la reprise économique

Les électeurs ont récemment rejeté l'accord Icesave, qui aurait mis un terme aux différends avec les autorités britanniques et néerlandaises et qui aurait majoré la dette publique de l'équivalent d'environ 2 % du PIB. La question va probablement être portée devant les tribunaux. Les notes attribuées par les agences de notation à la dette souveraine islandaise restent inchangées, mais le choix des électeurs et la procédure qu'il implique pourraient repousser la levée du contrôle des mouvements de capitaux, réduire les investissements et retarder les négociations d'adhésion de l'Islande à l'UE.

La reprise économique devrait s'amorcer en 2011

Une reprise tirée par la demande intérieure devrait s'amorcer dans le courant de 2011, la croissance atteignant 3 % en 2012. Les dépenses de consommation privée devraient continuer d'augmenter, notamment en 2011, et l'investissement dans des projets énergétiques et la construction de logements devrait progresser cette année et l'an prochain. Le taux de chômage semble devoir commencer à baisser en 2011, pour revenir à 5½ pour cent à la fin de 2012. Avec la stabilisation des cours des matières premières et du taux de change, l'inflation devrait se modérer et s'établir à 2½ pour cent environ en 2012. Les principaux risques qui pèsent sur les perspectives économiques tiennent aux conséquences du rejet récent de l'accord Icesave et au calendrier des grands projets énergétiques, qui pourraient être sensiblement différents des hypothèses retenues dans les prévisions.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Islande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-1-22-fr

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.